

Le Web en 2014 : moins de liberté, plus d'inégalités d'après l'indice annuel du Web de la Wide Web Foundation

LONDRES, 11 décembre 2014/ --

- Tim Berners-Lee, inventeur du Web, demande que l'Internet soit reconnu comme un droit humain protégé des interférences commerciales et politiques

La World Wide Web Foundation a publié son édition 2014-15 de l'indice du Web, la première évaluation au monde de la contribution du Web aux progrès sociaux, économiques et politiques dans 86 pays.

D'après ce rapport :

- Les utilisateurs du Web courent un risque accru de surveillance indiscriminée de la part des pouvoirs publics. Les lois empêchant la surveillance en masse sont faibles voire non-existantes dans plus de 84 % des pays, par rapport à 63 % en 2013.

- La censure en ligne est en augmentation. De nature modérée à étendue, la censure du Web est désormais observée dans 38 % des pays par rapport à 32 % en 2013.

- L'organisation en ligne entraîne des changements hors ligne. En dépit de la détérioration de l'environnement général de la liberté de la presse dans presque tous les pays étudiés, le Web et les médias sociaux apportent une contribution majeure à l'action citoyenne dans trois pays sur cinq. Dans plus de 60 % des pays, les femmes ont recours au Web pour exercer leurs droits de façon modérée ou étendue.

- Une véritable neutralité du net reste rare. La première évaluation au monde de la neutralité du net a déterminé qu'environ un quart des pays appliquent des règles claires contre la discrimination commerciale ou politique dans la gestion du trafic Internet.

- La violence sexiste en ligne n'est pas combattue efficacement. Dans 74 % des pays de l'indice Web, y compris les pays à forts revenus, les services répressifs et les tribunaux ne prennent pas les actions appropriées lorsque les technologies de l'information et de la communication activées sur le Web sont coupables de violences sexistes.

- Presque 60 % de la population mondiale n'a pas accès au Web et la moitié des utilisateurs du Web vit dans des pays limitant sévèrement les droits en ligne. 4,3 milliards de personnes ne peuvent pas accéder au Web et 1,8 milliard subissent des violations sévères de leurs droits à la confidentialité et à leur liberté d'expression lorsqu'ils sont en ligne. En outre, 225 millions de personnes vivent dans des pays dans lesquels la capacité à payer peut limiter les contenus et les services disponibles.

Sir Tim Berners-Lee, inventeur du Web et fondateur de la World Wide Web Foundation, déclare :

« Il est temps de reconnaître Internet comme un droit humain de base. Cela veut dire garantir un accès abordable pour tous, veiller à ce que les paquets Internet soient délivrés sans discrimination commerciale ou politique et protéger la confidentialité et la liberté des utilisateurs Web indépendamment de leur lieu de résidence. »

Le calcul de l'indice a été considérablement modifié pour rendre impossibles les comparaisons de pays d'une année sur l'autre. Toutefois les pays scandinaves occupent une fois de plus le haut du tableau. Les états possédant des niveaux élevés de richesse, de faibles niveaux d'inégalité et une protection solide des libertés civiles, comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, pays premiers classés, dérivent du Web le plus de bénéfices sociaux et économiques.

Classements de l'indice Web 2014-15

Pays à revenus élevés	Pays à revenus moyens	Pays à revenus faibles
1. Danemark	1. Hongrie	1. Kenya
2. Finlande	2. Argentine	2. Bangladesh
3. Norvège	3. Costa Rica	3. Ouganda

L'indice Web 2014-15 est disponible en consultant <http://www.thewebindex.org> avec toutes les visualisations et les données d'accompagnement.

Source : The World Wide Web Foundation

Gabe Trodd, +44-7730-522-980, press@webfoundation.org